



## Résolution adoptée par le Bureau national des 15 et 16 septembre 2025

La résolution du BN s'inscrit dans la résolution de la CEF du 9 septembre 2025. Le BN se réunit après la chute du gouvernement Bayrou. Comme la CEF, le BN considère que *« c'est l'ensemble de son budget de guerre et d'austérité qui doit être retiré : non aux attaques contre les jours fériés, les congés payés, le code du travail, les arrêts maladie, le remboursement de soins, la sécurité sociale, l'assurance chômage, le pouvoir d'achat des fonctionnaires (gel du point d'indice) et des retraités (gel des pensions, augmentation de la CSG...), non aux suppressions de postes de fonctionnaires... Toutes nos revendications, à commencer par l'augmentation du point d'indice et l'abrogation de la réforme des retraites, sont totalement incompatibles avec ce budget et la politique de Macron et de ses gouvernements successifs, rejeté plus que jamais par la population, qui doit être balayée. »*

En nommant le ministre de la guerre Lecornu premier ministre, le président Macron confirme son intention de s'en prendre brutalement à nos droits et à nos services publics pour financer des guerres dont personne ne veut. Avec la CEF, le BN *« refuse l'escalade guerrière en Ukraine comme dans tous les pays et réaffirme son exigence d'un cessez-le-feu immédiat et permanent en Ukraine et de l'arrêt des livraisons d'armes. La CEF s'oppose à l'envoi de troupes françaises en Ukraine, quelle qu'en soit la forme (OTAN, ONU ou autres). »*

En Palestine, le gouvernement de Benyamin Netanyahu continue son génocide. Avec la CEF, le BN *« appelle à poursuivre et amplifier les mobilisations pour le cessez-le-feu définitif et permanent en Palestine et au Liban, l'arrêt des livraisons d'armes à Israël, le retour de tous les otages, la fin de la colonisation de la Palestine, la levée du blocus. »* Le BN réaffirme son refus de la répression à l'encontre des personnels et les jeunes qui portent l'exigence de paix. Il réaffirme son exigence de levée de la sanction à l'encontre de l'enseignante du lycée de Sens, suspendue pour avoir observé une minute de silence en hommage aux victimes palestiniennes.

Avec la CEF, le BN considère que le refus de la guerre et de l'économie de guerre est l'ADN du mouvement ouvrier. C'est pourquoi le BN s'inscrit dans la décision de la CEF d'envoyer une délégation de la FNEC FP-FO au meeting international contre la guerre du 5 octobre 2025 à Paris *« Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre ! »*

Depuis le 10 septembre dernier, un rejet total de toutes les politiques d'austérité subies depuis des années s'exprime. Les personnels et les jeunes y ont pris part massivement. Ils n'acceptent pas les milliards de coupes budgétaires contre les services publics, contre la Sécurité sociale, contre les salaires. Ils n'acceptent pas la marche à la guerre.

Dans de nombreux départements, les salariés étaient en grève et en manifestation intersyndicale, avec FO le 10 septembre. C'est un point d'appui important dans la construction du rapport de force.

Le gouvernement ne laisse pas d'autres choix aux travailleurs que le blocage de l'économie par la grève et sa reconduction décidée par les assemblées générales avec les organisations syndicales. Le BN les encourage à s'engager dans cette voie et appelle les personnels se réunir dans les écoles pour discuter de cette situation et préparer la grève pour gagner.

Les assemblées citoyennes, nombreuses, se réunissent dans tout le pays pour discuter de la suite immédiate de la mobilisation pour faire plier Macron. Le BN appelle les personnels à y participer, au côté des autres salariés, des étudiants et des lycéens... Il appelle les personnels à se réunir dans les écoles pour discuter de cette situation et préparer la grève pour gagner.

---

Les confédérations appellent à la grève le 18 septembre. Comme l'indique la Confédération FO « *Force ouvrière appelle l'ensemble de ses structures, de ses militants et sympathisants à préparer et à rejoindre les actions qui seront décidées, y compris par la grève reconductible. Pour FO, une mobilisation massive est indispensable pour gagner et faire aboutir nos revendications, contre les politiques d'austérité, pour l'augmentation des salaires, du public comme du privé, pour l'abrogation de la réforme des retraites...* »

Le BN appelle les personnels à être massivement en grève jeudi 18 septembre et à programmer d'ores et déjà des assemblées générales, des réunions, pour décider de la poursuite de la grève.

### **Non à l'austérité ! Augmentation générale des Salaires**

L'économie de guerre mise en place par le Président Macron crée une austérité salariale avec comme conséquence la poursuite du gel de la valeur du point d'indice et une nouvelle baisse de pouvoir d'achat pour les personnels qui ont déjà perdu plus de 31,5% depuis 2000.

Le BN refuse, avec la FGF-FO et la CEF, la diminution de rémunération de 10 % en cas d'arrêt maladie et exige l'abrogation de cette mesure ainsi que celle du jour de carence.

Le BN continue d'exiger l'abrogation de PPCR et revendique un véritable déroulement de carrière garantissant l'accès pour tous à l'échelon terminal du corps pour une carrière complète avec un avancement basé sur l'ancienneté générale de service. Le BN invite les syndicats départementaux à défendre les dossiers des collègues qui souhaitent formuler des recours à propos de l'appréciation finale octroyée suite à leur rendez-vous de carrière 2024-2025.

Avec la FGF-FO et la CEF, le BN revendique :

- La revalorisation de la valeur du point d'indice à hauteur de l'inflation : 10 % tout de suite sans contrepartie ;
- Le rattrapage de 31,5% des pertes subies depuis 2000 ;
- L'abandon du Pacte et le refus de tout salaire « au mérite » ;
- L'abrogation de la baisse de la rémunération de 10% en cas d'arrêt maladie et du jour de carence.

### **Pour la création des postes nécessaires !**

Le BN dénonce les conditions de la rentrée créant le chaos, conséquence du budget 2025 Bayrou/Macron : 5 000 fermetures de classes, 2 500 enseignants manquants selon la ministre Borne, un manque criant d'AESH dans les écoles, 24 000 places manquantes dans les établissements sociaux et médico-sociaux pour les élèves qui en ont besoin.

Le BN réaffirme ses revendications d'annulation de toutes les suppressions de postes et la création des postes statutaires nécessaires.

Le BN refuse la limitation drastique du nombre de listes complémentaires et le refus dans certaines académies de les recruter totalement ainsi que le non renouvellement ou licenciement de nombreux enseignants contractuels.

Le BN exige le recrutement de la totalité des candidats aux concours inscrits sur les listes complémentaires recrutés en tant que professeurs des écoles stagiaires et que l'ensemble des listes complémentaires soient réabondées de manière à permettre aux recteurs de recruter dès maintenant des enseignants fonctionnaires d'Etat supplémentaires.

Le BN exige le renouvellement de tous les contractuels qui le souhaitent ainsi que la mise en place d'un plan de titularisation leur permettant d'intégrer le statut de la Fonction publique. En ce sens, la victoire des collègues contractuels avec le SNUDI-FO pour le recrutement immédiat de 50 contractuels est un signe que le rapport de force les fait plier.

### **III. Pour la défense de l'enseignement spécialisé ! Non à l'Inclusion scolaire systématique et forcée !**

Avec la CEF, le BN réaffirme sa revendication de défense de l'enseignement spécialisé contre la politique d'inclusion systématique et forcée dictée par l'Acte 2 de l'Ecole inclusive de Macron. Il réaffirme son exigence d'abandon des Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS) qui visent d'une part à remplacer à terme les PIAL en contournant les notifications de la MDPH et d'autre part à « coacher » les enseignants de milieu ordinaire confrontés à l'inclusion d'élèves qui relèvent de classes ou structures spécialisées ou adaptées.

---

Cela s'articule parfaitement avec l'orientation d'externalisation – liquidation des Établissements sociaux et médico-sociaux. Lors de l'audience du 2 juillet 2025 avec la FNEC FP-FO, la FNAS-FO (action sociale), la FSPS-FO (services publics et de santé), la FAGE-FO (administration générale de l'Etat) et soutenue par la confédération, les représentants des ministres du handicap et de l'Education nationale ont rappelé le projet présidentiel « 100 IME dans les murs ». La FNEC FP-FO a rappelé son opposition en prenant notamment l'exemple de la situation du groupe scolaire Paul Bert au Havre où 78 élèves d'IME doivent intégrer ce groupe scolaire à la rentrée 2026. Les représentants des ministres ont convenu que « ce projet n'est pas parti sur de bonnes bases » et que « Il aurait dû y avoir des consultations préalables. » La FNEC FP-FO a donc écrit à la ministre pour exiger de stopper ce projet.

Le BN réaffirme sa revendication d'abandon des PIAL et des PAS.

Avec la CEF, le BN invite ses syndicats départementaux, en lien avec les structures de la FNEC FP-FO, à poursuivre la campagne en défense de l'enseignement spécialisé, contre l'inclusion systématique et forcée, en continuant de réunir les personnels et à prendre toutes les initiatives nécessaires y compris par l'action commune pour faire aboutir ces revendications.

### **AESH**

Les conditions de cette rentrée continuent d'aggraver la situation des AESH : toujours plus de mutualisation, d'élèves à suivre, et d'écoles où intervenir avec en plus les fusions des PIAL et l'instauration des PAS. Dans tous les départements, le manque d'AESH s'accroît. Et l'annonce du recrutement de 2000 AESH à la rentrée par ce gouvernement démissionnaire est un mensonge ! Le BN invite les syndicats départementaux à continuer de réunir les collègues et à faire remonter les besoins dans chaque département pour interpellier les DASEN, les rectorats et le ministère pour exiger le recrutement immédiat d'AESH.

Malgré la confirmation en juin du ministère auprès de notre fédération que les jours de fractionnement doivent être appliqués partout selon la loi, le BN constate qu'il reste des académies où celle-ci n'est pas respectée. Le BN invite à continuer de multiplier les interpellations et le rapport de force là où les recteurs refusent ce droit aux AESH.

Le BN invite aussi à utiliser le courrier de la FNEC FP-FO de juillet concernant la décision du conseil d'Etat sur les primes REP/ REP+ des AESH à effet rétroactif pour continuer à les faire adhérer au SNUDI-FO.

### **Formation initiale**

Avec la CEF, le BN réaffirme son exigence d'abandon du décret modifiant les conditions de recrutement des PE et revendique en particulier :

- Recrutement par concours dès la Licence avec une véritable formation professionnelle après le concours sous statut de fonctionnaire à plein temps
- Abrogation de la masterisation : suppression du barrage prévu entre M1 et M2 ; suppression de la condition de l'obtention d'un master pour être titularisé
- Retour à des concours avec des épreuves exclusivement disciplinaires
- Égalité devant le concours : la préparation du diplôme national de licence doit donner à tous accès aux mêmes épreuves de concours, quelle que soit la licence suivie
- Prise en compte de l'année d'élève-fonctionnaire dans les droits à pension, mais aussi dans la carrière
- Suppression de l'engagement de quatre ans post titularisation

### **Respect de nos ORS**

Dans de nombreux départements, les injonctions se multiplient pour mettre en place des formations-sensibilisations (pHare, EVAR, plan fille-maths) dans le cadre des conseils de maitres. Les pressions se poursuivent pour que les personnels se plient aux évaluations d'écoles.

Face aux attaques contre nos ORS, le BN mandate le SN pour éditer un document afin d'outiller les syndicats départementaux pour faire respecter nos ORS, les attributions des conseils de maitres et de cycles, ainsi que les fonctions du directeur d'écoles.

Le BN mandate le SN pour prendre contact avec le SNCIFO pour prendre toute initiative, communication, expression

---

permettant l'action commune pour mettre en échec le dispositif des évaluations d'écoles.

### **PsyEN et santé mentale**

Le BN dénonce la création d'une fonction de Conseiller Technique PsyEN santé mentale et la mise en place d'un pôle santé social regroupant les 4 Conseillers techniques (INFENES, ASS, PsyEN et médecins) sous l'autorité du DASEN.

Alors qu'il manque des centaines de postes sur le terrain, la création de 100 postes de CT PsyEN va à l'encontre des revendications des personnels.

Le BN du SNUDI FO exige les créations de postes nécessaires et invite les syndicats départementaux à réunir les PsyEN pour constituer leur cahier revendicatif.

### **Congrès / Syndicalisation**

Le BN attire l'attention des syndicats départementaux sur la nécessité de s'inscrire dès maintenant au congrès de la FNEC-FP-FO du 15 au 19 décembre 2025 à Angers, et à le préparer dans les instances. Le BN se félicite de la progression du nombre d'adhérents au sein du SNUDI-FO, qui renforce le syndicalisme libre et indépendant, le syndicat de lutte des classes.

Résolution adoptée par 24 voix pour, 5 contre et 2 abstentions